



Le mouvement de l'action communautaire autonome s'unit dans la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*

Ce document contient des informations sommaires pour les membres des conseils d'administration et équipes de travail des 4000 organismes d'action communautaire autonome (ACA). Des informations plus détaillées seront produites ultérieurement, mais ceci devrait vous permettre de vous joindre à la campagne et de préparer dès maintenant votre participation aux premières actions des 7-8-9 novembre prochain.

Nous y voici enfin!

Après plusieurs mois de préparation, et, pour certains, après en avoir rêvé depuis plusieurs années, la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* se matérialise¹!

1. Un mouvement solidaire

La campagne *Engagez-vous pour le communautaire* s'adresse au gouvernement, car c'est à ce niveau que doivent se prendre des décisions touchant l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome. Elle s'adresse à tout le mouvement, qu'il s'agisse de secteurs déjà en campagne ou non. Les actions de *Engagez-vous pour le communautaire* s'ajouteront donc aux campagnes dites « sectorielles »² du mouvement communautaire, de même qu'à celles qui réunissent des mouvements sociaux ou des alliances, ponctuelles.

Bien que cela demande souvent d'établir des priorités et de définir des niveaux de participation, aucune campagne ne peut agir sur tous les fronts en même temps. Nous avons besoin de ces diverses complémentarités. Par exemple, ne travailler qu'au rehaussement des subventions des groupes du mouvement de l'ACA, sans aussi améliorer le sort des personnes qui les fréquentent, par une fiscalité plus juste par exemple, serait insensé et inefficace. Chaque campagne peut même bénéficier de la mobilisation des autres, que ce soit en contribuant aux mobilisations englobantes ou en complétant le calendrier par des actions plus ciblées.

2. Un grand objectif

Les organismes d'ACA partagent les mêmes constats. La population fait les frais des mesures d'austérité, des coupures dans les services publics et de la démolition de programmes sociaux. Les gens s'appauvrissent, les droits sociaux sont bafoués, le sous-financement empêche les groupes de réaliser pleinement leur mission et de faire face aux demandes toujours plus grandes de la population.

Devant cela, les 4000 organismes du mouvement de l'action communautaire autonome doivent agir, et agir collectivement.

¹ Voir le message du 29-08-2016 pour d'autres informations.

² Campagnes dont les revendications s'adressent à des ministères en particulier, comme *Je tiens à ma communauté > je soutiens le communautaire* (MSSS), *Les droits ça se défend* (MESS), etc.

« Dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie de la population et d'assurer le respect des droits, que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome (ACA) par l'augmentation de son financement et le respect de son autonomie, tout en réinvestissant dans les services publics et les programmes sociaux. »

3. Financement, autonomie et reconnaissance

Plus concrètement, nous revendiquerons :

- Le rehaussement significatif du financement à la mission globale des 4000 organismes communautaires autonomes et l'indexation des subventions à la mission globale :
 - La campagne revendiquera de la part du gouvernement du Québec le montant qui couvrira les demandes financières de l'ensemble du mouvement de l'ACA, ce qui signifie compiler les revendications adressées à tous les ministères, reconnaître et subventionner les groupes en attente de financement.
 - De nombreux ministères n'indexent annuellement pas les subventions qu'ils versent. Combiné à la stagnation des subventions, cela signifie que les groupes s'appauvrissent, ne pouvant assumer la hausse des frais à couvrir.
- Le respect de la Politique de reconnaissance de l'action communautaire :
 - Adoptée en 2001, cette politique devrait engager toutes les instances gouvernementales à respecter l'autonomie des groupes, à mettre en place ou maintenir des programmes de financement spécifiques pour l'action communautaire autonome et à reconnaître l'apport de l'action communautaire à la société québécoise, notamment l'apport du mouvement de l'ACA et l'importance du rôle des groupes de défense collective des droits. Or, de nombreux ministères ne respectent pas la politique et le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut pour assurer ce respect.
- La reconnaissance de l'action communautaire autonome comme moteur de progrès social :
 - Le gouvernement mentionne fréquemment l'importance de contribution de l'action communautaire autonome, mais, qu'il l'avoue ou non, c'est souvent les services qui s'y rendent qui l'intéresse. L'ACA apporte une contribution majeure au progrès social et le gouvernement doit agir pour dépasser le niveau des discours.

La campagne réclame également la fin des compressions dans les services publics et les programmes sociaux :

- Les services publics et les programmes sociaux sont en péril. Que ce soit en réduisant les budgets, l'accès aux services et aux programmes, ou en privatisant, une entreprise de démolition est en cours et c'est la population qui en paie le prix. Issue de la population, le mouvement de l'action communautaire autonome se porte évidemment à la défense de la population. La campagne ajoutera donc des forces nouvelles, sans remplacer les campagnes et actions existantes (Coalition Main rouge, Coalition *solidarité santé*, etc.)

Les gains que nous voulons obtenir sont importants par leur ampleur. Il serait irréaliste de s'imaginer les gagner tous à brève échéance. Chaque année nous ciblerons des gains à atteindre, comme des étapes nous menant vers notre objectif global, qui lui, nous demandera de maintenir le cap et de développer notre endurance. Il faudra donc travailler fort et persister aussi longtemps qu'il le faudra. Pour débiter, nous nous donnons un plan d'action de trois ans, lequel nous mènera jusqu'au printemps 2019, soit au dépôt du premier budget qui suivra les prochaines élections (1^{er} octobre 2018).

4. Les premières actions

Pour la première année, les organismes d'ACA sont invités à prendre part à deux grands moments de mobilisation (novembre 2016 et février 2017). Ces actions seront complétées par des interventions politiques et médiatiques de leurs regroupements et du comité de coordination (CoCo) de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.

- **6 novembre 2016 : Lancement national de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire***
Le CoCo de campagne tiendra une conférence de presse nationale pour lancer la campagne et annoncer les actions des 7-8-9 novembre. Les organismes et les antennes régionales seront également invités à faire connaître leurs actions.
- **7 novembre 2016 : Visite des députées et des députés de l'Assemblée nationale**
Les groupes rendent visite à leurs députées et députés - préférablement libéraux. L'objectif est de leur transmettre le message et les revendications de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.
- **8-9 novembre 2016 : Deux jours de grève, fermeture, interruption d'activités**
Pendant ces deux jours, nous invitons les organismes à faire la grève, à fermer leur porte ou à interrompre leurs activités régulières afin de participer aux actions de mobilisation organisées dans leur région. L'objectif est de faire pression sur le gouvernement en démontrant notre force de mobilisation et notre détermination dans la lutte du communautaire. Rappelons qu'en 2015, 1431 groupes avaient répondu à l'appel conjoint des campagnes *Je tiens à ma communauté > Je soutiens le communautaire* et *Des droits ça se défend* pour l'action « 2-3 novembre 2015, on ferme ! Dehors contre l'austérité ». En 2016, c'est tout le mouvement de l'action communautaire autonome qui est convié, ce qui nous amènera sûrement à dépasser ce qui était déjà un record de participation... record que nous battons joyeusement.
- **Semaine du 6 février 2017 : Actions nationales d'éclat à Montréal et à Québec**
Le CoCo de la campagne, en collaboration avec les régions ciblées, organisera deux actions nationales d'éclat à Québec et à Montréal dans le cadre d'une mobilisation prébudgétaire. Nous invitons les organismes des régions périphériques à se joindre aux actions de Québec ou de Montréal. Des actions dans d'autres régions pourraient être organisées à la discrétion des regroupements concernés. L'objectif est de marquer un deuxième moment fort de mobilisation pour démontrer que notre mouvement est toujours mobilisé, solidaire et prêt à poursuivre la lutte pour l'ACA.
- **En complément :**
 - En novembre et décembre 2016, les regroupements nationaux sont invités à profiter de la force que procurera la mobilisation du mois de novembre pour faire des représentations auprès des différents ministères.
 - En mars et avril 2017 le CoCo réagira au budget par le biais de communiqués de presse. Les différents regroupements sectoriels réagiront également au budget et à l'étude des crédits.

5. L'importance de votre participation

Notre unité est cruciale pour la réussite de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*.

L'apport de votre organisme et de chaque personne qui contribue à sa mission est donc indispensable. Nous espérons que ce document vous aura donné le goût de vous joindre à l'aventure.

C'est ensemble que nous formons ce mouvement de l'action communautaire autonome et c'est ensemble que nous mènerons la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* vers des gains collectifs.

Solidairement,

Le Comité de coordination de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire*

Coalition des Tables régionales d'organismes communautaires (CTROC)
Fédération québécoise des organismes communautaires Famille (FQOCF)
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)
Regroupement des auberges du coeur du Québec (RACQ)
Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)
Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD)
Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)
Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH)
Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)
Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC)